



Nouvel amendement à l'ITBA Act

Silence, on muselle !

- **Jean-Claude de l'Estrac** : « **La liberté d'expression autorise la partialité** »
- **Ashok Radhakisson** : « **Créer des difficultés pour les radios privées** »



Mondial 2022

Finale Argentine - France

À qui la troisième étoile ?

- Des Mauriciens livrent leurs pronostics et affichent une préférence pour la France

Hausse du tarif d'électricité

Patrick Assirvaden : « Un crime contre les plus démunis »

Affaire rayée suivant la plainte de Kobita Jugnauth contre lui

Rigg Needroo : « C'est possible que j'aie été victime d'une cyber-planting »



Énième augmentation du 'repo rate'

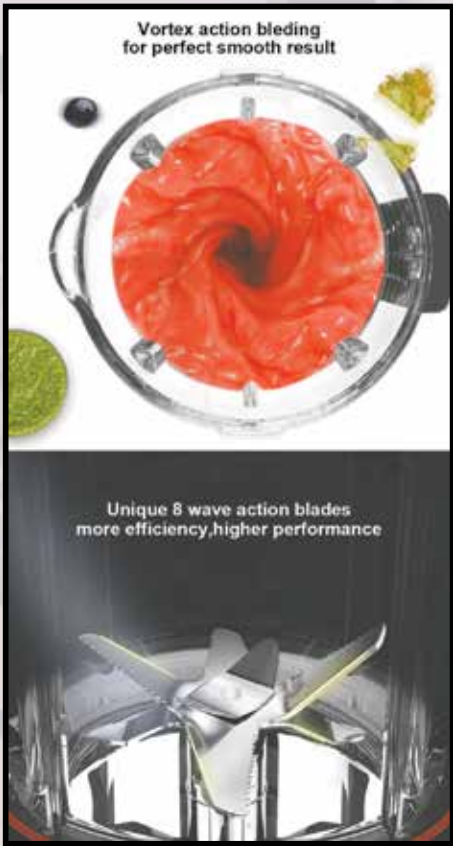
Cause principale : Les largesses avec les réserves de la BoM

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



- ☛ Unique hot & cold functions
- ☛ Heats up to 100°
- ☛ Heavy duty motor 38000 RPM
- ☛ Overheat protection system
- ☛ High quality 5 layer borosilicate jar can withstand up to 300° temperature

Nutritious and delicious
easy operation



Represented by
MULTI HOUSEWARE Co. Ltd
 1st Floor - Madeleine House
 54, SSR street, Port-Louis.
 Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Énième augmentation du 'repo rate'

Les largesses du GM avec les réserves de la BoM à la base du problème

Encore un coup dur pour les emprunteurs. Le 'Key Repo Rate' est passé de 4 % à 4,5 % le 14 décembre, comme annoncé par la Banque de Maurice (BoM). Ce qui veut dire que les emprunteurs devront payer davantage d'intérêt sur leurs prêts. C'est la deuxième hausse du 'repo rate' en l'espace de moins de deux mois. La première hausse du 'repo rate' avait eu lieu le 4 novembre dernier, et ce taux était passé de 3 % à 4 %.

Dans notre dernière édition, nous avons fait état que plusieurs personnes se plaignaient du fait que les taux d'intérêt de leurs prêts auprès des banques commerciales connaissent une hausse durant novembre. Par exemple, un emprunteur qui payait une somme de Rs 13 000 mensuellement comme intérêt, était contraint de payer Rs 16 000 mensuellement vers mi-novembre. Ou une mère de trois enfants, qui s'acquittait de Rs 2 500 comme intérêt sur son 'personal loan' mensuellement, avait été informée par sa banque vers la même période que le montant qu'elle devra payer prochainement sera de Rs 3 500.

Or, c'était là les répercussions de la hausse du 'repo rate' du 4 novembre 2022, qui avait passé de 3 % à 4 %. Et maintenant, avec cette nouvelle hausse du 'repo rate', qui passe de 4 % à 4,5 %, le taux d'intérêt des emprunts va encore connaître une autre hausse. Ce qui soulève un tollé dans le pays, surtout en cette période de fin d'année.

Pourquoi deux hausses successives du 'repo rate' en moins de deux mois ? La Banque de Maurice aurait-elle pu agir autrement ? L'économiste Takesh Luckho explique que la raison principale qui a été mise en avant concernant cette hausse de 'repo rate' est l'inflation, qui a déjà touché la barre de 12,1 % en novembre

2022, selon les chiffres de Statistics Mauritius. L'idée d'augmenter le 'repo rate', c'est de contrôler la masse monétaire du pays, et par conséquent l'inflation, pour essayer d'empêcher les prix de prendre l'ascenseur.

Takesh Luckho est d'accord que la poussée inflationniste est toujours présente dans le pays, ce qui est un grave problème. Mais il se demande si l'augmentation du 'repo rate' aura bien l'effet escompté sur l'inflation. Pour lui, ce n'est pas l'excès de liquidités en circulation qui est à la base de l'inflation à Maurice. Selon lui, il y a trois facteurs qui expliquent cette poussée inflationniste, dont le prix de l'essence, qui est très élevé, le coût du fret, qui est lui aussi très élevé, et la dépréciation de la roupie. Tout ceci provoque la flambée des prix des commodités de base.

De tous ces facteurs, c'est la dépréciation de la roupie qui est la plus grave, souligne l'économiste. Vu que nous importons beaucoup de nos produits de consommation courante, leurs prix prendront l'ascenseur si notre roupie se déprécie face aux devises étrangères, surtout en ce qui concerne le dollar américain, aggravant ainsi l'inflation. Il était alors inévitable que la Banque de Maurice augmente le 'repo rate', pour empêcher que la roupie ne déprécie davantage. Il fait ressortir que la Banque de Maurice a dû intervenir au moins six fois ces deux dernières années pour empêcher la roupie de se déprécier davantage, ce qui est du jamais vu. Mais pourquoi la Banque de Maurice essaie d'empêcher la dégringolade de la roupie par le 'repo rate' ? N'a-t-elle pas d'autres moyens à sa disposition ? C'est justement



là où le bât blesse...

La marge de manœuvre limitée, voire inexistante de la BoM

Il n'est un secret pour personne que la Banque de Maurice a puisé un total de Rs 158 milliards de ses réserves ces derniers temps pour financer les dépenses fiscales du gouvernement. Il l'a fait de façon répétitive, malgré les multiples mises en garde de l'agence de notation Moody's et d'autres instances internationales à l'effet que ce n'est pas le rôle de la banque centrale d'un pays d'entreprendre les dépenses budgétaires du gouvernement.

Et maintenant, c'est la Banque de Maurice qui est en difficulté. Ses comptes sont maintenant dans le rouge. Ses actifs sont près d'atteindre la barre des Rs 10 milliards, et elle ne peut aller en dessous de cette barre, selon les dispositions la Bank of Mauritius Act. « Si la Banque de Maurice intervient sur le marché avec ses réserves, il y a une forte possibilité que ces réserves ne touchent la barre de Rs 10 milliards, et il faudrait alors procéder à sa recapitalisation. Or, cette alternative serait encore plus problématique », fait ressortir l'économiste.

Tout ceci fait qu'en ce moment, la Banque de Maurice ne peut intervenir en termes de politique monétaire pour contrôler

l'inflation. La seule option qui lui reste alors : augmenter la 'repo rate' pour empêcher la roupie de se déprécier davantage. « Pour moi, c'est la largesse du gouvernement qui a puisé l'argent de la Banque de Maurice qui est à la base du problème », fait remarquer Takesh Luckho. « Si c'était un 'one-off payment' de la banque centrale au

gouvernement, comme plusieurs banques centrales à travers le monde l'ont fait pour aider le gouvernement en temps de crise sanitaire, et comme une mesure en dernier recours, cela aurait été acceptable. Mais chez nous, on a continué de le faire, malgré les avertissements des instances internationales. Et aujourd'hui, par manque de fonds, on est obligé de se servir de l'intérêt comme moyen de stabiliser la roupie. »

Un futur incertain

L'économiste explique qu'avec la récession qui s'annonce aux États-Unis, le taux de change du dollar américain pourrait connaître une chute, ce qui est de bon augure, du moins pour nous. Mais s'il continue d'augmenter, cela pourra amener à une autre augmentation du 'repo rate', peut-être même dès janvier 2023, quand le 'Monetary Policy Committee' (MPC) de la Banque de Maurice se réunira de nouveau.

« L'augmentation du 'repo rate' est efficace à combattre l'inflation monétaire. Mais ce n'est pas l'inflation monétaire en soi qui est le problème de base à Maurice, mais bien la dépréciation de la roupie. Et si la dépréciation de la roupie n'est plus sous notre contrôle, il n'y aura aucune baisse de l'inflation dans le pays », conclut l'économiste.

Pétition électorale de Suren Dayal contre le Premier ministre

Le 'final leave' de la Cour suprême accordé demain

La Cour suprême tiendra une audience spéciale ('special sitting') ce lundi 19 décembre, présidée par la cheffe-juge, Rehana Mungly-Gulbul, par rapport à la pétition électorale de Suren Dayan. Cette pétition, rappelons-le, était dirigée contre le Premier ministre, Pravind Jugnauth, Leela Devi Dookun-Luchoomun et Yogida Sawmynaden après l'élection de ces derniers dans la circonscription n° 8 (Moka/Quartier-Militaire) durant les élections générales de novembre 2019.

La Cour suprême prendra ainsi note que tout le dossier a bien été soumis au 'Registrar' du 'Privy Council' à Londres avant l'échéance prévue, avant d'accorder le 'final leave' au pétitionnaire, Suren Dayal. M^e Robin Ramburn, Senior Counsel, l'avocat de Suren Dayan dans cette affaire, nous indique qu'une fois



cette audience ait pris fin, il mettra le cap pour Londres dans les jours qui viennent. L'avocat nous explique aussi que lui-même et M^e Timothy Straker KC (King's Counsel), un homme de loi britannique de renom, plaideront cette affaire devant cinq 'Law Lords' du 'Privy Council'. Notons aussi que les services de M^e Hiren Jankee, avoué, ont été retenus dans cette affaire.

M^e Ramburn nous confirme aussi que tout le dossier relatif à cette affaire, un dossier volumineux de plus de 3 000 pages, a bien été soumis au 'Privy Council' le vendredi 9 décembre, soit quelques jours à peine de l'échéance, qui était ce mardi 13 décembre. L'affaire pourrait être entendue par les 'Law Lords' durant le premier trimestre de 2023, et le jugement rendu vers mi-2023. Il ne fait aucun doute que cette affaire sera suivie

par toute la classe politique mauricienne, sans parler du Mauricien lambda, vu que c'est l'élection du Premier ministre lui-même qui est en jeu.

Selon certains observateurs politiques, dont Navin Ramgoolam, Pravind Jugnauth ne prendra pas le risque qu'il perde devant le 'Privy Council' et préférera dissoudre le Parlement avant et tenir les élections générales, ce qui rendra alors l'affaire alors caduque. Les 'Law Lords' devront alors mettre fin à cet appel.

Pour rappel, Suren Dayal, candidat battu du Parti travailliste (PTTr), dans sa pétition électorale contre les trois défendeurs, avait allégué que le Premier ministre s'était rendu coupable de plusieurs actes de 'bribery'. Le PM avait ainsi promis de doubler la pension de vieillesse juste un mois avant les élections de 2019, et annoncé plusieurs mesures alléchantes pour les fonctionnaires. La couverture tendancieuse de la MBC de ces élections, qui avait fait l'objet d'un avertissement de l'Electoral Supervisory Commission

(ESC), avait aussi été mise en lumière par Suren Dayal dans sa pétition.

Toutefois, la Cour suprême dans son jugement en date du 12 août 2022 avait retenu qu'il s'agissait de « electoral promises contained in an electoral manifesto and made in the course of normal electoral campaigning » et qu'il n'y a pas eu d'actes de 'bribery'. La pétition électorale avait ainsi été rejetée, mais Suren Dayal avait décidé d'interjeter appel auprès du 'Privy Council'.

M^e Ramburn nous explique qu'il entend démontrer devant les 'Law Lords' que la Cour suprême a fait fausse route dans son jugement, et qu'elle n'a pas appliqué comme il se doit la jurisprudence issue de l'affaire Jugnauth v. Ringadoo, un jugement du 'Privy Council' qui avait invalidé l'élection d'Ashok Jugnauth en 2007 (et où M^e Ramburn avait représenté les intérêts du pétitionnaire). Il se dit raisonnablement confiant quant aux chances de cet appel d'aboutir.

EDITO



Par Zahirah RADHA
Rédactrice-en-chef

Gouvernement fané, lepep payé

Que de mauvaises nouvelles en cette fin d'année. Hausse du 'repo rate' dès ce mois-ci, hausse du tarif d'électricité à partir du 1er février, nouveaux amendements pour bâillonner certaines radios privées... Le 'bolom Noël' du gouvernement s'acharne plus à écorcher vif la population, en distribuant des cadeaux empoisonnés, que de soulager sa souffrance ou de lui apporter un sourire. Il faut être vraiment aveugle pour ne pas voir que le peuple souffre atrocement. Et celui qui le fait souffrir autant n'est autre que le gouvernement. Eh oui, *gouvernema fané, lepep payé*.

Le gouvernement dilapide les fonds publics à travers des voyages inutiles au Dubaï Expo au coût d'environ Rs 44 millions, le peuple passe à la caisse. Le gouvernement saigne à blanc la Banque de Maurice en puisant Rs 158 milliards de ses réserves, le peuple est déplumé à travers l'augmentation des taux d'intérêts. Le gouvernement vide les caisses de la STC pour s'acquitter des Rs 6 milliards dus à Betamax, sans compter les achats scandaleux sous l'*'emergency procurement'*, le peuple casque les frais à travers le maintien des prix élevés des carburants. Au final, le gouvernement se la coule douce en maintenant ses dépenses effrénées, exagérées et non-prioritaires alors que *lepep pe trouve zéclair*.

La plupart des Mauriciens avaleront ainsi une pilule amère pour marquer les fêtes de fin d'année, contrairement aux somptueux repas qui trônent traditionnellement sur les tables. Conséquence directe de l'appauvrissement des familles de la classe moyenne, mais aussi celles qui se trouvent au bas de l'échelle. Elles sont assaillies par la nouvelle majoration du *repo rate* après les quatre précédentes hausses que lui avait déjà infligées la banque centrale depuis le début de l'année. Au total donc, le taux directeur a augmenté à cinq reprises en 2022, passant de 1,85 % à 2 % le 9 mars, à 2,25 % le 3 juin, à 3 % le 28

septembre, à 4 % le 4 novembre et finalement à 4,5 % le 14 décembre.

Ce qui fait évidemment voir rouge aux emprunteurs qui voient leurs poches « *défoncées* » dès ce mois de décembre puisqu'ils doivent déboursier encore plus pour payer le taux d'intérêt sur les 'loans' qu'ils ont contractés. Ceux qui veulent profiter de leurs bonis de fin d'année pour effectuer des achats à crédit sont aussi avertis, puisqu'ils devront également déboursier davantage pour les rembourser en raison d'une révision à la hausse du 'prime lending rate' par certaines institutions financières. Autant dire que les salaires et les bonis de fin d'année fondront comme neige au soleil avec le coût de la vie qui ne cesse de prendre l'ascenseur.

Évidemment, certains facteurs sont en dehors du contrôle de la Banque de Maurice (BoM). Mais en même temps, si le gouvernement avait géré efficacement notre économie en s'assurant qu'il y ait suffisamment d'investissements étrangers et des revenus en forex, s'il n'avait pas contracté autant de dettes, ou s'il n'avait pas puisé Rs 18 milliards des réserves de la BoM en janvier 2020, la banque centrale aurait eu aujourd'hui une plus grande marge de manœuvre pour mener sa politique anti-inflationniste sans devoir augmenter le taux directeur d'une façon aussi agressive. La politique gouvernementale sur le dossier économique a non seulement poussé la BoM au bord de la banqueroute, qui se retrouve avec un besoin pressant de se recapitaliser, mais elle anéantit économiquement la population entière, y compris les '*chatwas*'.

Dans un tel contexte, il serait inapproprié de souhaiter une bonne année à nos compatriotes. Parce que l'année prochaine sera encore pire. Le seul vœu qu'on peut faire, c'est qu'on soit débarrassé au plus vite de ce gouvernement pour que la population puisse entrevoir un nouvel espoir.



Hausse du tarif d'électricité

Patrick Assirvaden :
« Un crime contre les plus démunis »

Énième coup dur pour les consommateurs. Après la hausse des prix des produits alimentaires, des carburants et l'augmentation du 'repo rate', c'est au tour du tarif d'électricité de connaître une majoration, et cela à partir du 1er février 2023. Une hausse de 19 à 29 % sera ainsi appliquée, dépendant des catégories des consommateurs. C'est le ministre de l'Énergie, Joe Lesjongard, qui a fait cette annonce au courant de la semaine écoulée. Notons que cette décision a déjà été avalisée par le Conseil des ministres.

Dans une déclaration à *Sunday Times*, le député Patrick Assirvaden, porte-parole du PTr en ce qui concerne le dossier énergie, affirme que « *c'est un acte criminel et odieux de la part du gouvernement. Il n'y a absolument aucune raison d'augmenter le tarif d'électricité.* »

Ce dernier ajoute que « *les Mauriciens sont déjà en train de souffrir face à une*

hausse généralisée des prix. Le 'repo rate' connaît lui aussi une augmentation. Tout ceci rend encore plus difficile la vie des consommateurs. Et voilà que maintenant, le gouvernement impose une hausse du tarif d'électricité. C'est encore une fois un coup de massue pour la population. »

Patrick Assirvaden, qui était lui-même un ancien chairman du 'Central Electricity Board' (CEB), soutient que Rs 3,5 milliards ont été transférées du CEB au 'Consolidated Fund' mais que seulement Rs 1,2 milliard a été dépensée dans les filiales de l'organisme par l'ancien ministre Ivan Collendavelloo. Il demande au gouvernement de retourner ces Rs 3,5 milliards au CEB. Il s'est aussi demandé où sont passés les Rs 7,5 milliards qui se trouvaient dans les caisses du CEB selon le rapport annuel 2020-2021 de cet organisme. Il réclame que le ministre de l'Énergie, Joe Lesjongard, fournisse une explication à la population à ce sujet.

Affaire Bruneau Laurette

Les choses se préciseront au niveau de la justice l'année prochaine

Bruneau Laurette passera la Noël et le Nouvel An à la prison de Melrose, sous surveillance caméra sur une base 24/7. Mais janvier 2023 s'annonce sous de meilleurs auspices pour lui, vu que sa demande de remise en liberté, ainsi que sa motion pour rayer les charges qui pèsent contre lui, seront entendues ce mois-là.

L'activiste-politicien a été finalement transféré à la prison de Melrose ce vendredi 16 décembre sur ordre de la magistrate Jade Ngan Chai King, siégeant en cour de Moka. Cela alors que durant les précédentes comparutions de Bruneau Laurette, elle a toujours usé de sa discrétion pour ordonner à ce que le prévenu soit reconduit en détention policière, comme l'avaient toujours réclamé ses hommes de loi, et non à la prison. En effet, Bruneau Laurette a toujours exprimé ses craintes qu'il ne soit « *piégé* » une nouvelle fois en prison et avait réclamé une cellule équipée de caméras CCTV. Mais ce vendredi 16 décembre, l'Acting Commissioner of Prisons a pris un engagement en cour à l'effet que le prévenu sera sous surveillance caméra 24/7 à la prison de Melrose. La magistrate a ainsi tranché en ce sens.

Toutefois, le 'ruling' portant sur la radiation des charges (trafic d'haschisch, possession d'armes à feu et blanchiment d'argent), qui devait intervenir ce vendredi 16 décembre, a été renvoyée au 23 janvier 2023. Pour les hommes de loi de l'activiste-politicien, l'enquête de la police est teintée d'« *abuse of process* ». Ils avaient présenté une motion le 5 décembre dernier en ce sens. Shakeel Mohamed, le 'lead counsel' du panel légal de Bruneau Laurette, avait ainsi fait ressortir en cour qu'il y a eu « *unfair detention due to delay, loss or destruction of evidence, refusal of police to inquire in all reasonable lines of inquiry, refusal of police to show evidence it has* ».

Mais avant cela, la cour devra entendre la motion pour la remise en liberté de Bruneau Laurette le 9 janvier. Le prévenu, par l'entremise de ses avocats, avait demandé à la cour ce 12 décembre de surseoir à sa demande de remise en liberté pour qu'il puisse pleinement coopérer avec les autorités policières, tout en leur laissant le temps de passer au crible ses téléphones et ordinateurs portables, ainsi que ses relevés bancaires.

UP

Eshan Juman et
Shakeel Mohamed

Un grand bravo aux députés travaillistes Eshan Juman et Shakeel Mohamed ainsi que leur équipe qui ont organisé des projections sur écran géant de la demi-finale et de la petite finale mercredi et samedi au Khadafi Square, Plaine-Verte. Une autre projection est prévue pour la finale ce dimanche. Ces projections ont réuni, à chaque fois, une impressionnante foule, preuve que le football peut encore rassembler les Mauriciens au-delà des clivages ethniques ou politiques.

UP



L'écurie Gujadhur

Tirons notre révérence à l'écurie Gujadhur qui, après 118 ans d'existence, met la clé sous le paillason. Les chevaux de cette vénérable institution ont foulé le sol du Champ-de-Mars pour la dernière fois ce samedi 10 décembre 2022. Et sans ce véritable monument, le sport hippique mauricien ne sera plus tout à fait le même. Saluons aussi en particulier Ramapatee et Soun Gujadhur pour leur contribution inestimable aux courses de chevaux à Maurice.

C'EST ÉCRIT

« Quelque part, le pouvoir a œuvré à neutraliser Bruneau Laurette et Nishal Joyram. Quelque part, il a œuvré à les « tuer ». Et quelque part, cela s'est fait avec notre complicité. Parce que nous aussi, en tant que population, nous sommes restés dans l'inertie. Nous aussi, nous n'avons pas manifesté ouvertement et en nombre suffisant la solidarité nécessaire à des hommes qui engagent ni plus ni moins que leur vie pour une société mauricienne plus juste, plus égalitaire, plus saine. »

Shenaz Patel
Le Mauricien
12 décembre



A ÉTÉ DIT



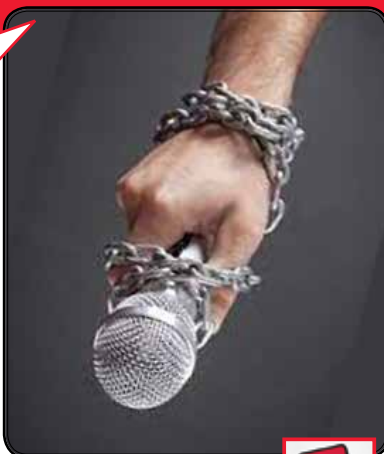
« You don't need a crystal ball to know the general election will be called next year. Pravind Jugnauth cannot afford the judgement of the Privy Council as there is a possibility it might go against him. If does, it will be disastrous for him and his government! [...] There are other signs as well. All are pointing to a looming general election! »

Navin Ramgoolam
L'express
15 décembre

DOWN

Cette nouvelle tentative de
museler les radios privées

Le régime persiste et signe avec ses tendances autocratiques. Voilà qu'il vient de promulguer de nouveaux 'Regulations' à l'IBA Act. Ces 'Regulations', qui visent soi-disant à créer une obligation d'impartialité des journalistes des radios privées, n'est qu'une tentative de museler la presse parlée, vu que le gouvernement a dans sa ligne de mire les émissions radiophoniques en direct où interviennent les membres du public. Des règlements on ne peut plus idiots qui entravent les journalistes et qui est une atteinte flagrante à leur liberté d'expression. Et l'on s'étonnera après que Maurice ait encore reculé de plusieurs places dans le classement de diverses institutions internationales sur le plan de la démocratie.



Téléchargez

vosre copie gratuite
tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>



SUNDAY
TIMES

Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos,
vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute
confidentialité et seront publiées dans
le journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



SUNDAY
TIMES



Nouvel amendement à l'IBA Act

Silence, on muselle !

Le nouvel amendement apporté à l'«Independent Broadcasting Authority Act» (IBA Act), qui vise à créer une soi-disant obligation d'impartialité des radios privées, soulève un tollé parmi les journalistes de la presse parlée, vu qu'il compromet gravement leur indépendance. Le gouvernement a sans doute en ligne de mire des émissions en direct où interviennent les membres du public. Il faudrait donc voir là une nouvelle loi liberticide qui s'inscrit dans cette dérive autocratique du présent régime.

Jean-Claude de l'Estrac :

« La liberté d'expression autorise la partialité »

Jean-Claude de l'Estrac, lui-même ancien journaliste et rédacteur-en-chef, ne mâche pas ses mots envers le nouvel amendement, qu'il qualifie d'«imbécilité». «Cet nouvel amendement est caractéristique de la dérive autocratique dans le pays», souligne-t-il. «Cet amendement est contraire à nos principes. La liberté d'expression autorise les gens à avoir toutes sortes de points de vue, partiels ou impartiaux, qu'ils soient idéologiques, religieux ou politiques. Cet amendement est grave car cela vise à bloquer, et à freiner les journalistes à faire leur travail. C'est comme si l'IBA s'imposait comme rédacteur-en-chef dans les salles de rédaction», dénonce-t-il.

« Dans une société démocratique, un journal ou une radio ou une chaîne privée a parfaitement le droit d'être partial. La liberté d'expression autorise également la partialité. Cela implique qu'un parti politique pourrait avoir le droit d'avoir sa propre radio, tout comme il a le droit de publier un journal. Or, qui dit parti politique, dit parti pris. Dans notre vie démocratique, nous avons eu à plusieurs reprises des journaux partisans, reflétant le point de vue d'un courant, d'un groupe ou d'un parti. C'est tout à fait admissible », dit-il. « Quelle serait la prochaine étape ?

De dire aux partis politiques de faire des interventions impartiales et de ne plus critiquer le gouvernement ? », lâche-t-il, caustique.

Selon lui, c'est le service public qui a une obligation d'impartialité car il est financé à partir des fonds publics. Il réitère qu'à l'opposé, le secteur privé pourrait demain financer une radio ou un organe de presse qui soutiendrait ouvertement un courant d'opinion ou un parti politique, comme cela a été le cas dans le passé, et ce qui est tout à fait son droit. Abordant le manque de consultation, l'ancien journaliste maintient que la question ne se pose actuellement pas. « C'est une bonne chose qu'il y a eu manque de consultation car les journalistes ne devraient pas être partie prenante à toute tentative de les museler. Les journalistes ne devraient pas demander à être consultés sur leurs sujets de débats. Au contraire, ils doivent refuser toute demande de consultation. Une victime ne doit pas engager de consultation avec son bourreau », soutient-il.

Ashok Radhakisssoon :

« Créer des difficultés pour les radios privées »

Ashok Radhakisssoon, ancien directeur de l'IBA, nous explique que ce nouveau règlement est parfaitement « inutile » car il y avait déjà certaines dispositions légales et réglementaires qui assuraient l'impartialité, dont le 'Code of Conduct'

joint à l'IBA Act. Notre interlocuteur fait aussi ressortir que dans le passé, des radios ont été sanctionnées, et leurs licences avaient même été suspendues.

« C'est quoi vraiment le rôle de l'IBA ? C'est simplement d'appliquer la loi. Mais l'organisation, la production et la diffusion des émissions restent l'affaire des radios et des journalistes. L'IBA ne peut venir s'immiscer dans leur travail. L'IBA est une instance étatique. Ce règlement constitue une contrainte contre les journalistes et les rédactions en ce qui concerne leur liberté d'expression et leur liberté éditoriale », affirme-t-il.

« Jusqu'ici, tout se déroulait normalement. Pourquoi venir alors avec ces règlements ? », se demande-t-il. Pour lui, il est clair que cette démarche par l'IBA vise à créer des obstacles surtout en ce qui concerne les émissions 'live' où il y a la participation des membres du public sur des sujets d'actualité ou de controverses politiques ou sociales. « L'idée derrière ces règlements est de venir créer des difficultés pour les radios privées car le pouvoir en place ne veut pas que les membres du public viennent s'exprimer sur certains sujets », analyse-t-il.

L'ancien directeur de l'IBA maintient ainsi que ce nouvel amendement représente une invasion de la liberté éditoriale des journalistes. Il vise aussi à créer des obligations additionnelles

Le nouvel amendement se lit comme suit :

(1) (a) Due impartiality on political matters, controversial matters and matters relating to current public policy or events shall be preserved on the part of any person providing a service in a broadcasting licensee.

(b) Impartiality may be achieved within a programme or over a series of programmes taken as a whole.

(2) (a) Where a broadcasting licensee attempts to seek alternative views, but these are not readily available (for example, an individual or organisation declines to give an interview or give comments), he shall comply with a range of editorial techniques for maintaining due impartiality.

Notons que cet amendement a déjà été 'gazetted', il est donc déjà en vigueur.

lourdes pour les radios, afin de rendre plus difficile la production et la diffusion de ces émissions de grande audience parmi le grand public. Il a été stipulé pour museler la liberté d'expression, en créant des entraves dans l'expression même de cette liberté. « Je suis tout à fait d'accord que le gouvernement est en train de museler la liberté d'expression afin que les gens n'arrivent plus à s'exprimer live sur des sujets d'actualité à la radio. C'est une immixtion dans le travail des journalistes, qui entame aussi la liberté éditoriale des rédactions », dénonce-t-il.

Affaire Wayne Attock : Le dossier à l'IPCC

Neuf membres de l'«Anti Drug and Smuggling Unit» (ADSU) de Rose-Hill, directement impliqués dans l'arrestation de Wayne Attock à Baie du Tombeau le 17 novembre dernier, sont toujours en poste. Un ordre de leur transfert avait été annulé à la dernière minute quelques jours après que des vidéos de l'arrestation aient été publiées dans les médias et sur les réseaux sociaux. Cette affaire fait également l'objet d'une enquête interne au sein des Casernes centrales pour connaître l'identité de celui qui avait émis cet ordre de transfert et celui qui avait par la suite ordonné son annulation.

En début de semaine, le dossier portant sur les allégations de 'drug planting' a été envoyé à l'Independent Police Complaints Commission (IPCC). L'avocat de Wayne Attock, Rama Valayden et son consultant Khalil Moosun,

seront également entendus dans cette affaire à titre de témoins. Ils avaient d'ailleurs porté plainte au CCID depuis l'éclatement de cette affaire. Mais ce qui dérange, c'est qu'aucune action n'a été prise au niveau des Casernes centrales concernant les policiers cités dans cette affaire. Ils sont toujours en poste à l'ADSU de Rose-Hill et poursuivent leur travail, mine de rien, à travers le pays, provoquant ainsi un malaise au sein de la brigade anti-drogue depuis un certain temps.

« Nous peur pou alle fouille lakaz »...

Certains policiers, en particulier ceux affectés à l'ADSU, ne cachent pas leurs appréhensions face à leurs collègues cités dans cette affaire. Ils affirment devoir faire face quotidiennement à l'hostilité dont on fait preuve à leur égard alors qu'ils sont sur le

terrain pour mener des opérations anti-drogue.

« Dimoune traite nous kom planter, pe dire nous vine met la drogue kot dimoune », nous a confié un des officiers. Alors qu'un autre affirme qu'il évite tout simplement de fouiller des régions considérées comme étant à haut risque. « Nou peur pour alle fouille lakaz surtout dans quartier chaud, nou nepli ena crédibilité aköz certains nou banne collègues même », confie un autre policier.

Le grand souhait de ceux qui se sont confiés à nous, c'est que les Casernes centrales mette de l'ordre au sein de l'ADSU, considérée comme l'unité la plus sensible au sein de la force policière. Ils concèdent qu'ils font un travail délicat pour lutter contre le fléau de la drogue, mais vu les circonstances actuelles, la situation, ajoutent-ils, devient de plus en plus risquante et démotivante.



Échouage du bateau de pêche taïwanais Yu Feng



Une autre calamité environnementale pointe le bout de son nez

La question qui est sur toutes les lèvres en ce moment : assisterons-nous à une autre catastrophe écologique dans les jours qui viennent en ce qui concerne le chalutier Yu Feng, prisonnier des récifs dans l'archipel de St. Brandon ?

Le Yu Feng N° 67, un bateau de pêche taïwanais, avait fait naufrage sur les récifs de l'île Sud dans l'archipel de St. Brandon le 5 décembre, soit depuis plusieurs jours. L'inquiétude est de mise car apparemment, l'eau de mer aurait commencé à s'infiltrer dans la coque du bateau. Selon certaines informations, le bateau contenait environ 78 000 litres de fioul, et des traces noirâtres ont fait leur apparition sur la plage de l'île Sud, ce qui indique qu'il y aurait une fuite dans les soutes de fioul. En outre, plusieurs tonnes d'appâts sur le navire commenceraient à se décomposer, vu que le système de réfrigération ne fonctionne plus, ce qui pourrait se révéler toxique pour l'écosystème marin.

Le syndicat des pêcheurs, de par la voix de son président, Judex Rampaul, se dit « révolté » par la situation et craint le pire si les mesures appropriées ne sont pas prises dans les plus brefs délais. « Le chalutier présente toujours un danger pour St. Brandon car tout déversement de son carburant pourra causer beaucoup de tort à l'environnement marin. On se sent concerné et on ne peut pas prendre cet incident à la légère. Nous sommes révoltés car on voit que les autorités n'ont pas tiré de leçons avec le naufrage du MV Wakashio et l'impact que cela a eu sur l'environnement marin de Maurice », fustige Judex Rampaul.

Le secrétaire du syndicat, Mohamedally Lallmamode, affirme qu'une série d'étapes avait été élaborée par le gouvernement pour faire face aux problèmes d'échouage des chalutiers dans

les eaux territoriales de Maurice. « Pourquoi n'applique-t-on pas ces mesures pour éviter une catastrophe écologique ? Pourquoi les autorités mauriciennes prennent-elles tout ce temps pour réagir face à cette situation », demande-t-il.

Qui plus est, il y aurait une zone de basse pression autour de St. Brandon, qui pourrait évoluer en cyclone. Les fortes vagues pourraient provoquer la dislocation du navire, causant ainsi une marée noire, comme cela été le cas pour le MV Wakashio. « La catastrophe deviendra inévitable si les autorités continuent à tergiverser », avertit-il. Il se demande aussi si le chalutier est couvert par la 'salvage insurance' (assurance de renflouage), vu qu'il opère dans nos eaux, une mesure récemment imposée par le gouvernement mauricien, et qui est obligatoire pour les opérateurs locaux.

Alain Malherbe :

« Les autorités ne savent toujours pas comment gérer la situation »

D'autre part, Alain Malherbe, expert en affaires maritimes, est très critique envers les autorités mauriciennes. « Aussi longtemps que le bateau restera sur le récif de St. Brandon, il constituera un danger pour l'île Sud », lance-t-il. Ce qui met en rogne l'expert maritime, c'est que le gouvernement mauricien ne sait absolument pas quoi faire face à une catastrophe qui s'annonce. « Il est clair que ni le gouvernement, ni le ministre concerné, ni les autres autorités, n'ont tiré les leçons nécessaires après les naufrages

que nous avons connus ces derniers temps. Il y a eu environ six naufrages plus ou moins récents, mais les autorités mauriciennes ne savent toujours pas comment gérer la situation. Après tous ces naufrages, le gouvernement n'est toujours pas équipé pour la protection de nos lagons, de nos côtes et de nos zones exclusives maritimes. C'est une faillite totale de la part du gouvernement », fulmine notre interlocuteur.

Dans ce contexte, il ajoute que c'est aberrant que certains membres du gouvernement se lancent dans de grands discours sur l'économie bleue et les ressources de la mer, qui pourraient apporter beaucoup de bénéfices à notre pays. « Ils ne savent même pas de quoi ils parlent », fustige-t-il. Il s'étonne également de la récente déclaration du ministre Sudheer Maudhoo, responsable du portefeuille de l'économie bleue, des ressources marine et de la pêche, qui avait déclaré qu'il avait eu l'aval du 'State Law Office' (SLO) avant de pouvoir entamer le renflouage du bateau échoué sur les récifs. « Le ministre ne semble rien connaître de la loi qui régit son ministère, dont le 'Merchant Shipping Act', qui donne au gouvernement le pouvoir d'agir en cas de naufrage dans notre territoire maritime, dès qu'il constitue un danger pour notre pays. Il n'a jamais été question de l'aval du SLO sous le 'Merchant Shipping Act'. C'est absolument ridicule », dit-il.

Alain Malherbe lance un appel aux autorités de faire leur travail comme il se doit avant qu'il ne soit trop tard.

Covid-19

Le Dr Shameem Jaumdally prévient contre les séquelles

Contrairement à certains messages qui circulent sur les réseaux sociaux, le variant XBB n'est pas à craindre. C'est le virologue Shameem Jaumdally qui le dit, bien que ce variant ait causé une montée de cas d'infections et d'hospitalisations, soit de plus de 30%, au Singapour comparé au variant BA.5 enregistré depuis le début de 2022. « Le virus connaît des mutations, mais il ne devrait pas entraîner des maladies plus sévères ou des cas d'hospitalisations comme cela avait été le cas auparavant. Il est plus transmissible, mais c'est une évolution naturelle », affirme le Dr Jaumdally, en soulignant que la Covid-19 est désormais endémique.

Par contre, il demande à ceux qui ont déjà été infectés par la Covid-19 dans le passé de faire de sorte à ne pas contracter le virus de nouveau, car le risque de développer des complications sont alors plus réels. « Le virus ne représente pas un problème aigu lorsqu'une personne vient d'être infectée. Mais il peut éventuellement causer des problèmes en raison des séquelles qu'il laisse », met en garde le Dr Shameem Jaumdally. Il peut ainsi provoquer des incidents cardiovasculaires chez des personnes âgées ou celles ayant des problèmes d'hypertension, surtout si elles ont été infectées à plusieurs reprises.

« S'il y a trop d'inflammation sur une durée un peu trop longue, cela peut augmenter des risques de dommages au niveau des vaisseaux sanguins, du cœur, des reins, du foie et du cerveau chez certaines personnes », précise-t-il. La vigilance reste donc de mise.



Affaire rayée suivant la plainte de Kobita Jugnauth contre lui

Rigg Needroo : « C'est possible que j'aie été victime d'une cyber-planting »

Rigg Needroo peut enfin pousser un soupir de soulagement. Cet homme, qui s'est retrouvé dans l'actualité malgré lui, est l'une des victimes de la politique 'dominère' prônée par le gouvernement. Il avait été arrêté en 2018 suite à un commentaire jugé offensant posté sur Facebook contre l'épouse du Premier ministre. Une remarque que l'internaute nie catégoriquement avoir faite. Quatre ans plus tard, le procès que Kobita Jugnauth avait intenté contre lui pour 'Breach of ICT Act' a été rayé en cour cette semaine. Cela après que le témoin principal dans cette affaire, le constable Baboo Purgus, n'ait pas été jugé apte à venir témoigner devant la justice en raison de son état de santé. Rigg Needroo se réjouit de l'arrêt de ce procès. Il dit pouvoir maintenant se concentrer sur son travail et sa famille. Il venait d'ailleurs à peine d'emménager dans sa nouvelle demeure à Khoyraty avec son épouse, Nishta Jooty-Needroo, et son bébé de trois mois lorsque nous l'avons rencontré, mercredi.

Bien que Rigg Needroo affirme ne s'être jamais laissé intimider par qui que ce soit, il avoue avoir quand même été très affecté, surtout sur le plan psychologique. « C'était fatigant moralement. J'étais stressé par le regard des autres après

mon arrestation en 2018. Dans la société, dimoune guet ou différemment. Zot méfier ou quelque part. Cela m'a aussi affecté sur le plan professionnel puisque j'ai perdu des contrats pour un oui ou un non », confie ce chef d'entreprise spécialisé dans le jardinage et l'entretien des piscines. S'il a pu affronter cette étape ô combien difficile de sa vie, c'est grâce au soutien de ses proches, dont ses parents et son épouse. Le travail social que fait le couple l'a également aidé à remonter la pente. « Sa fine apporte nou ene soulagement », soutient-il. Et il semble en avoir récolté le fruit. Ne dit-on pas que celui qui fait le bien obtient le bien, celui qui fait le mal obtient le mal ?

Rigg Needroo croit dur comme fer qu'il était une cible du gouvernement. « Mo pensé mo fatigue zot un peu parski mo pa hésité pou dire seki mo pensé lor politik. Zot ine essaye attas ene case are moi pou fer moi aret kozé », dit-il. Sauf que cela a eu l'effet contraire sur lui, puisque ce harcèlement dont il a fait l'objet l'a motivé davantage à dénoncer les maldonnes du gouvernement, dont la façon le pays et les institutions sont gérés, l'absence de bonne gouvernance et de méritocratie, entre autres. « Rien ne marche dans ce pays », se désole-t-il.

Il aime la politique qu'il dit considérer comme un « sport » et apporte son soutien indéfectible à son épouse Nishta qui fait activement de la politique au sein du PTr. « Je n'ai aucun problème à afficher ma couleur », insiste-t-il, en soulignant toutefois qu'il garde une certaine objectivité. « Mem si mo parti osi au pouvoir demain et si li fer ene kitsoz ki pa bon, mo pou dire li », insiste-t-il.

Propositions et planting

Notre interlocuteur révèle d'ailleurs avoir reçu plusieurs propositions, tout comme Nishta, de se joindre au MSM. « Never gonna be a chatwa », lance Rigg Needroo. Nous lui faisons ainsi rappeler que le « chatwaisme » n'est pas uniquement associé au MSM. « Ce que j'aime avec le leader du PTr, c'est qu'il est un vrai démocrate. Il aime quand on lui parle. Il m'a d'ailleurs beaucoup encouragé », nous dit-il en guise de réponse. Mais a-t-il déjà vu ou parlé à celle qui l'a poursuivi, en l'occurrence

Kobita Jugnauth ? « Non ! », répond-il sans hésitation. Et d'ajouter hâtivement : « mo pa envi zoine li osi ». Ce n'est qu'en cour qu'il dit avoir appris que ce n'est que bien après

son arrestation que l'épouse du Premier ministre a consigné une déposition contre lui. « C'est du jamais-vu. Ou fini trouvé ki kalité manigances fine ena », affirme-t-il.

Malgré la radiation des charges contre lui, Rigg Needroo ne comprend toujours pas comment c'est le constable Baboo Purgus qui a été amené à être le témoin principal contre lui. « Il n'a rien dit de différent des autres témoins. Je pense qu'on s'est servi de son état de santé pour 'back out' de cette affaire », renchérit-il, en rappelant que son avocat avait révélé qu'il comptait faire appeler Kobita Jugnauth en cour. Il va même plus loin et souhaite que le policier se rétablisse, que l'affaire reprenne et qu'il vienne en cour pour dire la vérité. Car il est convaincu qu'il a été victime d'un coup monté. « Ces derniers temps, on entend parler de 'plantin of drugs'. C'est possible que j'aie été victime d'une cyber-plantin », laisse-t-il échapper d'un air pensif. Parlant de l'accusation dont il a fait l'objet sous l'« ICT Act », le chef d'entreprise dira que c'est un recul de la démocratie. « Li pe fer tout pou empes dimoune kozé et écrire. Nou déjà dans la dictature. Bizin amendé sa. C'est bien que le leader du PTr ine prend l'engagement pou sanze sa », conclut-il.

Nishta Jooty-Needroo :

« **Nou pa koné ki zot kapave fer** »

Nishta, l'épouse de Rigg Needroo, se dit soulagée par la radiation des charges contre ce dernier. L'affaire ayant été logée en cour au cours de cette année alors qu'elle était enceinte, sa grossesse n'a pas été de tout repos. Mais elle a tenu à rester auprès de son époux jusqu'au bout, l'accompagnant toujours en cour lors de ses comparutions. « C'était une période très stressante et je suis contente qu'elle soit maintenant derrière nous », avoue-t-elle. Mais elle concède néanmoins ce n'est pas aussi facile de tout rayer d'un trait de plume, bien qu'on ait voulu « l'asté ». « Nous ne sommes pas à vendre », lance-t-elle. « C'est effrayant quand on voit ce qui se passe actuellement. Nou pa koné ki zot kapave fer », ajoute Nishta. La jeune femme ne se laisse cependant pas décourager et affirme qu'elle est encore plus déterminée à travailler sur le terrain pour faire tomber ce gouvernement.



Chez les Mosaheb de Notre-Dame

Le litchi, une affaire de famille

Doux, savoureux, pulpeux, le litchi, ce fruit bien de chez nous dont nous raffolons durant la période festive de fin d'année, fait la fierté de la famille Mosaheb, originaire de Notre-Dame. Elle s'occupe d'ailleurs de plusieurs vergers de ce fruit très convoité à Camp Laboue à Montagne-Longue. Au fil des années et des générations, cette famille s'est forgée un nom en ce qu'il s'agit de la culture du litchi. « *Bocou dimoune konne nou. Nou éna nou nom ladans. Quand banla dire Bashir Notre-Dame, la plupart kot ena bane travail litchi, zot tou kone nou* », nous avoue Bashir Mosaheb en toute modestie. « *Notre famille est très connue dans la région* », ajoute sa belle-fille, Najibah.

Du haut de ses 58 ans, Bashir a dédié plus de 45 ans de sa vie dans cette culture dont il a fait son métier et son gagne-pain. « *Sa travail la nou pe fer depi nou l'enfance. Mo ti pe donne mo papa coup de main après lekol. Quand mo papa ine quitte la terre ine allé, noune trappe travail la nou mem* », soutient notre interlocuteur. Et aujourd'hui, c'est sans aucune surprise que ses fils, soutenus par leurs épouses, ont pris le flambeau, transmettant ainsi ce business, mais aussi le savoir-faire, le dévouement et les innombrables sacrifices, de génération en génération. Si bien que la culture de litchi est devenue, pour toute cette belle famille, une passion plus qu'un commerce bien qu'elle leur permette de gagner honnêtement leur vie. « *Nou kontan fer sa travay la* », s'accordent à dire tous les membres de la famille de Bashir Mosaheb.

« *Mon grand-père avait commencé ce travail. Il a été suivi par mon père. Maintenant nous lui donnons aussi un coup de main ensemble avec nos épouses. La relève est assurée* », affirme Yanshir, le fils de Bashir Mosaheb. « *Nou pas met trop bocou étrangers parski ena tro bocou dimoune malhonnête* », poursuit-il. La famille s'organise ainsi concernant la répartition des tâches. « *Nous coopérons tous. Ene partie pe veillé asoir, ene partie la journée. Nou ressi fer travail la marsé* », poursuit-il.

Sacrifices et difficultés

Évidemment, la famille doit consentir à des sacrifices, comme nous l'explique, pour sa part, Neerozooa, l'épouse de Bashir Mosaheb. « *Mo vine la depi 8h. Tanto mo pou alle*

vane sa à Port-Louis. Mo fini vers 23h ou minuit. Mo repose un peu et reprend travail le lendemain matin », dit-elle. Sa journée se résume ainsi pendant les deux à trois mois que dure la saison des litchis. Qui plus est, « *il faut surveiller les chauves-souris les soirs. Bizin largue pétards, ena tapage* », ajoute Najibah, une des deux belles-filles qui s'activent dans le verger. Outre les sacrifices de la famille, les difficultés rencontrées à plusieurs niveaux nuisent souvent à une bonne récolte.

La sécheresse, par exemple, a joué au trouble-fête cette année-ci, souligne Bashir Mosaheb. « *La sécheresse a retardé la récolte. Sa l'intervalle la, litchis le Nord habitué fini sa* », fait-il ressortir. Autre problème d'envergure que les Mosaheb doivent affronter, c'est la présence des chauves-souris qui s'attaquent aux litchis. Ce qui leur cause des pertes énormes. « *Il faut que le gouvernement trouve une solution à ce problème* », lance-t-il. « *Bane filets la protéger. Mais bane chauves-souris la zot vine assizer lor la avec ene poids, zot ressi tous litchi la. Zot crazé ziska sa vine ene trou et lerla zotte ressi rentre dans filet la. Si ene rentré, ou pou trouve 4 – 5 fini rentré* », se désole Bashir.

« *Si le gouvernement ne fait rien contre ces chauves-souris, nous les Mauriciens nous n'aurons plus de fruits locaux pour notre consommation* », prévient-il. D'ailleurs, la plupart des litchis sont exportés de nos jours. C'est un des facteurs qui entraîne le prix élevé de ces fruits à la vente. « *Mo sagrin ki pe bizin vane litchis Rs 100 ou Rs 150 la livre. Ena trop la peine ladans* », regrette Bashir, en insistant toutefois qu'il vend ses litchis moins chers que d'autres afin que le maximum de consommateurs mauriciens puissent en bénéficier. Même si les revenus perçus de la vente de ses litchis ne lui permettent pas toujours de joindre les deux bouts en dehors de cette saison. « *Ena cou bizin met la main dans poche tire capital pou kapave manzé* », admet-il.

Mais la passion dont voue la famille Mosaheb à la culture de litchis l'empêche toutefois de baisser les bras et d'abandonner. D'autant que les membres de la jeune génération de cette famille ont hérité la même détermination que leurs parents et grands-parents pour poursuivre dans cette voie.



Finale de la Coupe du Monde : France vs. Argentine

Les Mauriciens livrent leurs pronostics

L'heure de vérité sonnera ce soir du 18 décembre 2022. La plupart des Mauriciens prévoient de suivre la finale de la Coupe du Monde en famille, quoique certains préfèrent une ambiance plus survoltée entre amis, et suivront le match à l'extérieur sur écran géant. Il semblerait que la plupart des Mauriciens, du moins parmi ceux que nous avons interrogés, soutiendrait les Bleus, quoique l'Argentine et Messi ont aussi leurs inconditionnels. Question pronostic, beaucoup donnent la France comme favorite, mais ils sont aussi nombreux à prédire un match qui sera suivi par une prolongation et des tirs au but. En tout cas, le suspense sera au rendez-vous ce soir.

Mamad :**« 2-1 en faveur des Bleus »**

« Je soutiens la France car c'est mon équipe favorite. J'espère que les Bleus remporteront cette finale par un score de 2-1. Je suivrai le match chez mon frère, avec mes enfants et toute ma famille. Je peux vous garantir que l'ambiance sera au top ! »

**Paige :****« J'aime la France »**

« Comme passionnée de foot, je souhaite que la France remporte cette finale car j'aime bien cette équipe et je trouve que la France joue très bien. Mon pronostic est de 2-1 pour la France. Je serai chez moi avec ma famille pour suivre ce grand événement. »

**Zayyan :****« Je suis un fan inconditionnel de Messi »**

« Je soutiens l'Argentine car je suis un fan inconditionnel de Lionel Messi, qui joue sa dernière Coupe du monde. Je souhaite que l'Argentine remporte la finale par un score de 3-1. Je serai au Champ-de-Mars pour suivre ce match avec mes amis, dans une ambiance survoltée. »

**Yudish :****« C'est Messi qui doit ramener cette coupe »**

« Je suis un grand fan de Lionel Messi, et je souhaite que ce soit l'Argentine qui remporte cette Coupe du Monde. Je soutiens l'Argentine depuis le début de la Coupe du Monde car pour moi, c'est Messi qui doit ramener cette coupe. Mon pronostic est de 2-0 en faveur de l'Argentine. Je suivrais la finale en compagnie de mes amis et de mes cousins dans une ambiance un peu fiévreuse mais toutefois très joyeuse. »

Kassim :**« La France est bien placée pour soulever la Coupe »**

« Je n'ai pas d'équipe favorite, mais je trouve que la France est bien placée pour remporter cette Coupe du Monde. Je dois dire que l'Argentine ne m'a pas tellement impressionné dans les derniers matchs qu'il a joué, même s'il a remporté le match en demi-finale par un score de 3-1. Mon pronostic de cette finale est de 2-1 pour la France. Je serai parmi ma famille pour suivre le match. »

**Bilaal :****« À Plaine-Verte pour la suivre sur écran géant »**

« C'est la France qui va remporter cette Coupe du Monde. Depuis que je suis enfant, j'aime bien les Français. Je sais que les Français sont des joueurs hors-pairs, alors la victoire sera pour la France. Mon pronostic est que la France remportera ce match par 2-0. Je serai avec ma famille et mes amis à Plaine-Verte devant le grand écran qui sera installé pour nous faire profiter de cette finale. »

**Kumar :****« La France est plus proche de Maurice »**

« C'est la France qui doit remporter cette Coupe du Monde car ce pays est bien plus proche de Maurice que l'Argentine. Il y a beaucoup de touristes français qui viennent à Maurice, et il y a des connaissances françaises dans beaucoup de familles mauriciennes. Alors, je trouve que c'est un peu normal que nous supportions la France. Mon pronostic pour cette finale est un match nul, soit de 1-1 à la 90^e minute. Je suivrai le match chez moi, en compagnie de ma famille. »

**Samuel :****« Les Français sont plus forts »**

« Pour moi, c'est la France qui remportera cette finale. Ils sont meilleurs que les Argentins. Ils sont plus forts. Pour moi, ce sont eux qui vont gagner. Les Français sont déterminés dans leur jeu. Mon pronostic est de 2-1 pour la France. Je suivrai la finale à la maison, en famille, sur mon ordinateur. C'est la France qui va gagner la Coupe du Monde. »

Abden :**« Je suivrai la finale dans un mariage »**

« Je suis un supporteur de la France, et je souhaite qu'elle remporte cette finale. Les Bleus avaient joué un très bon match contre le Maroc, et je préfère que la France gagne cette finale. Mon pronostic est de 2-1 pour la France. Je ne raterai pas cette finale pour rien. Je la suivrai sur grand écran dans un mariage, avec toute ma famille. »

**Kathy :****« En famille pour suivre la finale »**

« J'espère que c'est l'Argentine qui remportera la Coupe du Monde car j'ai tout le temps soutenu l'Argentine. Mon pronostic du score est de 3-0 ou de 3-1 en faveur de l'Argentine. Je suivrai cette finale à la maison, en famille, comme je l'ai fait pour les autres matchs de la Coupe du Monde. »

**Orie :****« 2-2, avec un penalty pour la France »**

« Je suis une fan du Brésil mais pour la finale, je soutiendrai l'équipe française vu que le Brésil n'a pu arriver en finale. Mon pronostic est de 2-2, avec un penalty pour la France. Je suivrai cette finale avec ma famille dans une ambiance de fun. Je souhaite le meilleur pour la France mais on verra bien. »

**Adam :****« La France et l'Argentine ont la même chance »**

« Pour moi, la France et l'Argentine ont tous les deux la même chance de remporter cette Coupe du Monde. Lionel Messi fera de son mieux pour gagner cette coupe pour l'Argentine, tandis que pour la France, Mbappé est un très bon joueur. Je pense qu'il y aura prolongation et penalty, et que ce sera l'Argentine qui remportera alors cette Coupe du Monde. Je suivrai cette finale entre famille, en espérant le meilleur pour l'Argentine. »

Preamble

With the encouragement and support of the partner organizations of the World Science Forum, the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), the International Science Council (ISC), the Hungarian Academy of Sciences, the American Association for the Advancement of Science (AAAS), The World Academy of Sciences for the advancement of science in developing countries (TWAS), the InterAcademy Partnership (IAP), and the European Academies' Science Advisory Council (EASAC), as well as of our host, the South African Department of Science and Innovation, we, the participants of the 10th World Science Forum, held from 6 to 9 December 2022 in Cape Town, South Africa, adopt the present declaration.

World Science Forum (WSF), an outcome of the 1999 World Conference on Science, is a biennial event that since 2003 has been successfully assembling scientists, policymakers, industry leaders, civil society and the media to discuss the role of science in meeting global challenges.

In line with the recommendations of the 1999 World Conference on Science (WCS) and the Use of Scientific Knowledge, and taking into account the 2011 Budapest Declaration on the New Era of Global Science, the 2013 Rio de Janeiro Declaration on Science for Global Sustainable Development, the 2015 Budapest Declaration on The Enabling Power of Science, the 2017 Jordan Declaration on Science for Peace and the 2019 Budapest Declaration on Science, Ethics and Responsibility, we reaffirm our commitment to the rigorous and ethical conduct of scientific research and the free and responsible use of scientific knowledge for sustainable development to the benefit of all humanity.

Science for Social Justice – a responsibility, an opportunity and a commitment

With humanity being confronted by key global challenges such as pandemic disease, climate change, food insecurity, biodiversity loss, conflict, migration and persistent poverty, science more than ever is called upon to make a critical contribution to create a more equal, fair and just world and to set an ambitious agenda to ensure a better future for generations to come. This call for action informed the choice of "Science for Social Justice" as theme for the WSF 2022, a responsibility for all concerned with and involved in the scientific enterprise.

Social injustice is a major cause of global insecurity, as evidenced by increased geopolitical conflict and tension, and strained international solidarity. Increasing scourges of our society, such as widespread violence, loss of social mobility, exploitation of various social groups, discrimination and exclusion, including mental health challenges for many, have their roots in social injustice. Science must assume a greater role in addressing and reversing these damaging dynamics and do so through an intersectional lens.



Discussion at the Forum identified several possibilities for science to play a more decisive role in ensuring resources, opportunities and benefits in society are accessible and are distributed in a fair manner. This Declaration sets out the commitment by Forum participants to meet this responsibility and seize the opportunity for the production and application of knowledge to challenge inequality, marginalization, environmental destruction, climatic disruptions and other forms of social injustice.

We therefore commit for our actions to be guided by the values of Ubuntu that is respecting the universal bond of sharing that connects all humanity, as well as by human rights principles and standards, and to working together to harness the power of science to achieve the ambitions of the Sustainable Development Goals (SDGs), which underpin social justice.

We also undertake in our respective spheres of influence and responsibility, for our policy- and decision-making with regard to the advancement of social justice, to be guided and informed by robust scientific data, evidence and advice.

We will prioritize efforts to support the translation of research results, through both technological and social innovation, to be applied for the benefit of all of society in support of social justice.

We will safeguard, nourish and promote the unique ability of science to inspire progress, to foster tolerance, to unite, and to care for the vulnerable, through concerted public engagement and communication actions, building awareness and understanding of the role of science in support of social justice.

1. Science for human dignity - What role for science in fighting poverty, unemployment, inequality and exclusion?

All individuals and groups have the right to be respected and hold a special value tied solely to their humanity. Human dignity across our world is diminished by poor socio-economic conditions denying opportunity and increasing exclusion.

We call for science funding agencies to foster a step change towards interdisciplinary, multiscale and inclusive research agendas informing pathways to greater equality, and to develop a global science agenda concertedly focused on

poverty alleviation. We commit our efforts to support it.

We acknowledge the important role of science in ensuring advanced technologies create new opportunities and do not marginalize anyone.

We underscore the importance of ethical scientific endeavors and will strive for our actions to be informed by international agreements such as the Recommendation on the Ethics of Artificial Intelligence of UNESCO that aims at guiding technological developments to deliver inclusive, sustainable and fair outcomes.

We call for increased investment in education and science, recognizing that basic science, as celebrated by the International Year of Basic Sciences for Sustainable Development, constitutes the foundations of future innovations, economic prosperity, and societies strengthened by solidarity and democracy.

We call for renewed support for the social sciences and humanities, as these disciplines play a vital role in understanding societal challenges, including the role of harm reduction science, which informs greater empathy for people with addictions, helping us to shape a more equal and inclusive world.

2. Science for climate justice - How can science working with civil society lead the way in correcting the failure of climate policy?

The 27th Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change (COP27) re-emphasized the urgency for science to deliver for our planet and all its people in supporting climate action. We agree with the conclusion of the IAP Communiqué on Global Green Recovery that at this unprecedented inflection point, we need to seek low-carbon socioeconomic pathways to protect and promote human health and enhance the prospects for an equitable recovery compatible with the commitments in the Paris Climate Agreement. Indeed, it is clear that tackling climate change can provide health co-benefits for all as evidenced in the report of the IAP on Health in the Climate Emergency: A global perspective. Our world requires a deliberate and renewed partnership between science and civil society, ensuring a science agenda that will enable a just transition. Science must be at the heart of

a transformative mitigation and adaptation agenda, with particular emphasis on the needs of developing countries and underprivileged communities that are most vulnerable. This will require a closer and more productive partnership between the natural sciences and social sciences and the humanities. The science community must ensure that scientific research, modelling and innovation feature prominently in discussions on investment to combat and mitigate climate change, particularly with regard to loss and damage budgets, so that the voice of science is not lost to political and economic interests.

We call for the reinforcement of the participation of civil society in the shaping of the global science agenda for climate justice, which will ensure the representation, inclusion, and protection of the rights of those most vulnerable to the effects of climate change.

We urge investment in scientific solutions that promote equity, assure access to basic resources, and ensure that future generations can live, learn, play and work in healthy and clean environments. In this regard, we recognize the recommendations of the IAP Report on Global Health Inequalities: Research for a fairer future.

We commit to the principles enshrined in the UNESCO Declaration on the Ethics of Climate Change.

We acknowledge the importance of support for technology transfer to, skills development in, and scientific collaboration with developing countries, in support of climate action.

We are cognizant that what we need for advancing a just climate transition, is knowledge about values, decision-making, behavioral change, underpinned not only by the natural sciences and technology, but also by strong support for the social and human sciences.

We recognize that our children will bear the brunt of climate breakdown, ecosystem collapse and the ravages of forced migration, we therefore commit to putting the best interests of future generations at the very centre of our science, policy, research programmes and social justice agenda.

3. Science for Africa and the world - How to unleash the potential of African science in global cooperation?

At the national, regional and continental levels, an African agenda for science, technology and innovation to respond to social justice is emerging. This is also a resource for the world, as responding decisively to global challenges requires an inclusive global response. The full and effective participation by African scientists and by other developing country scientists in global science is therefore an imperative.

We call for global science programmes, including in frontier sciences and those traditionally dominated by developed countries, to be more inclusive, and for those framework conditions, which may discourage the active participation of

especially African scientists, to be addressed.

We acknowledge and celebrate the excellence and achievements of African science as a resource for humanity. We recognize that more could be done by African and other developing-world nations to support science, including by accelerating their efforts to achieve their own commitments to increase investment in science, technology and innovation.

We support continued investment in capacity-building programmes for African science, including research infrastructure partnerships, researcher mobility and training schemes, and other cooperation instruments.

We support the creation of pan-African technological innovation hubs to cooperate with other research organisations, to foster inclusive and sustainable research practices effectively addressing the needs of civil society.

We call for international collaboration schemes that make sure that investment made in science by developing countries, with special emphasis on the training of researchers is preserved and shall not become unwarranted by alarming trends of brain drain.

4. Science for diplomacy - How can science reboot multilateralism and global solidarity?

Science diplomacy is a valuable instrument to bring nations and people together, focusing attention on our shared challenges, which can only be addressed by our joint efforts, surpassing political differences. With multilateralism under threat and global insecurity contributing to increased polarization, the investment in international science collaboration, enabled by multilateral programmes and other partnerships, is more important than ever.

We acknowledge the importance of science diplomacy as an instrument for peace, and call for the values of science, to inspire a greater commitment to global collaboration and solidarity.

We urge the global science diplomacy community to enshrine continuity in its internal and external engagement structures and to ensure that changing political and multilateral environments do not hamper its ability to communicate and advise.

We call for investment in researcher mobility programmes, especially for young scientists, to build people-to-people relations as a response to increased geopolitical tension and insecurity.

We call for the reinforcement of the role of science as enabler for collaboration within multilateral programmes, and to strengthen especially the institutions of the United Nations and their role in these.

5. Justice in science - How to ensure science reflects the society we want?

Science should not only advance social justice it should be inspired and identified by the values of social justice, such as greater transparency and inclusivity. This will require a renewed commitment to Open Science and research integrity. Working to renew the scientific enterprise will also transform society and advance humanity.

We recognize the need for the scientific enterprise to evolve to make it more responsive to the needs of society, without neglecting our commitment to invest in the basic sciences, as an investment in the future.

We reaffirm our determination to advance science as a global public good, and accept our mutual responsibility to ensure the free

and responsible conduct of science.

We call for greater inclusivity in science, systematic and concerted efforts to eliminate gender and racial imbalances in the scientific enterprise and remedies for exclusion which denies opportunities for full participation in science.

We also urge for concrete and impactful actions that contribute to reducing the gender gap in science, technology, engineering and mathematics.

We recognize the crucial role of early career scientists in advancing science for social justice and therefore call for enhanced support for their career development and engagement in science policymaking, including through support for the Global Young Academy and national young academies.

We stress the importance of the UNESCO Recommendation on Science and Scientific Researchers, which promotes human rights, inclusivity, freedom and responsibility in science to guide the response to this Declaration.

We acknowledge the importance of the UNESCO Recommendation on Open Science and call for support for its implementation especially to advance the objectives related to Open Access and Open Data.

We accept our mutual responsibility to ensure integrity and respect for the ethical conduct of science.

We commit to respond decisively to the "Science for Social Justice" Call to Action as set out in this Declaration.

■ By Michael Atchia

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Le PC Ammeer :

« Les lois de la République promeuvent la paix et la justice, tout comme l'Islam »

Waheeda Deedarally, la présidente de la Al-Ihsaan Charitable Society for the Disabled, bien connue pour son œuvre en faveur personnes en situation d'handicap, a tenu un événement commémoratif en l'honneur de son fils, décédé il y a quelque temps de cela, au siège du BAT le 10 décembre en présence de plusieurs invités comprenant essentiellement des enfants, des jeunes en situation d'handicap et des 'senior citizens', qui ont écouté plusieurs intervenants.

L'intervention du policier Syed Ammeer, affecté au poste de police de Plaine-Verte, a retenu l'attention. Il a mis l'importance sur les œuvres de bienfaisance, qui bénéficieront à leur auteur dans l'au-delà. Il a aussi demandé aux jeunes de ne jamais se laisser tenter par la corruption et de prendre patience, quelles que soient les difficultés auxquelles ils font face dans la vie. Il a aussi expliqué que les lois laïques promeuvent la paix et la justice. Or, c'est là aussi la mission de l'Islam, qui prône la paix, la fraternité, la justice et la solidarité. « Les lois de la République rejoignent les commandements de l'Islam », devait-il faire ressortir.



ASU en collaboration avec l'ICESCO

L'enseignement de la langue arabe à l'agenda d'un atelier de travail

L'Arabic Speaking Union (ASU), en collaboration avec l'Organisation du Monde Islamique pour l'Éducation, la Science et la Culture (ICESCO), a tenu un atelier de travail à l'intention des enseignants de la langue arabe du 14 au 16 décembre. Ayant pour thème « Modern Strategies in Teaching Arabic to Non-Arabic Speakers », cet atelier était animé par le Dr Youssef Ismaili, expert international en linguistique et en langue arabe pour les non-arabes auprès de l'ICESCO. Ce dernier compte à son actif plusieurs projets en langue arabe au niveau universitaire et publie régulièrement des articles sur la même thématique.

Goolam Mohamed, le chairman de l'association, a surtout évoqué la création et la mission de l'ASU. Fayaz



Joomun, le secrétaire de l'ASU, a pour sa part souligné « la dimension de construction sociale de la langue arabe dans une logique civilisationnelle et

la nécessité de le faire par amour et dévotion pour rassembler et cimenter l'humanité autour de la thématique universelle de l'unité dans la diversité ».



L'ASU a également marqué le « World Arabic Language Day » à travers un événement organisé à l'auditorium Octave Wiéhé à Réduit, hier.

End of year shopping

During the end of the festive year, people are in the mood to spend lavishly their hard-earned money; moreover, it's a peak season for the businesses, street vendors and shopping malls. The tradition is that the end of year bonus is spent on Christmas gifts, clothes, renovation, furniture, electrical appliances....not to forget food stuffs, beverages and drinks.

However, there are certain unscrupulous traders who intentionally hike their prices and increase their profits during these festive periods to take advantage of the expenditure madness. While their objective is to maximize gains, is such a behavior justified?

It's an undeniable fact that most of the street vendors are from the Muslim community for obvious reasons. Being a Muslim trader is not just about the performance of certain rituals. We all know that Islam is a way of life. An Islamic way of life must be a good life, free from the misery of poverty, ignorance and weakness. It involves every human activity that is needed for sustenance. The Islamic way of life certainly must not lead to the misery of oppression and humiliation by others.

There are many elements which can contribute to the good in this world, the good life of the Muslims. Among them is the need to create wealth so as to relieve the poverty among us. We are enjoined to care for the needy through donations and charity. Only those endowed with wealth can perform these injunctions of Islam. A Muslim community of poor miserable people incapable of paying zakaat and charity cannot be very Islamic. Indeed, we are warned in many sayings of the Prophet (saw), that poverty can lead to loss of faith.

We must also admit that wealth too can make us forget the obligations of our religion and our duty to the community and humanity at large. But simply because of this, we must not think that our salvation, our adherence to our faith lies in self deprivation and rejection of the bounty that Allah has bestowed upon us. In Islam

we do not need to be ascetics or mendicants to express the depths of our faith.

Not to forget that it was a trader who brought the message of Islam to us. He was Al Ameen, the honest one, who travelled far across the deserts to trade for his employer, the respectable Khadija, who found him so honest that she took him for a husband.

The history of Islam is not of self-denying poverty but of wealth generously employed in the service of Islam. Such was the way of Osman, the third Caliph and companion of the Prophet (saw). He donated his camels and contributed his wealth to the struggles of the Prophet (saw).

The role of trade, i.e. business is so important and so great that Islam is the only religion which prescribes in detail the way that business should be done. Nothing is more ethical than the Muslim way of doing business. If Muslims follow the injunctions of Islam they will certainly become not just wealthy but they would create an equitable and honourable society. Long before there was any idea of a redistribution of wealth through imposed income and corporate taxes, Islam had already prescribed a wealth tax and charity.

In the early years, the Muslims were the greatest traders, carrying their goods across thousands of miles of deserts and oceans, enriching not just themselves but the countries and the peoples they traded with. As a bonus they gained converts to Islam. Had they been poor and illiterate, were they beggars and ignorant people, Islam would have not been accepted. As it was, without fighting a single battle, without conquest and colonization, the traders spread the faith even as they enrich themselves through trade.

Trade, i.e. business, is therefore much encouraged by Islam. But despite the natural wealth endowed to the Muslims by Allah, we Muslims are generally poor. We are not making full use of the opportunities presented to us by the many resources at our disposal. We have now become dependent on the West, many of whom are not



By Bashir Nuckchady

well disposed towards us. It is they who developed the technology to extract Allah's bounties in our land and to market them at considerable profit for themselves. Without them we would be even poorer today. Today, we cannot think of an economic boycott of the west.

However, we can maximize the return from the resources that we have. Examples abound in this respect. Take the oil industry. Despite the fact that much of the oil comes from Muslim countries, we are seemingly incapable of exploring, producing, processing and retailing our own oil. We do not have the technology and the marketing skills to maximize the return from this, our unique resource. For decades, we sold our oil at ridiculous prices, they decide. Even now, we are still dependent on others although we now have better returns from our resources.

The same situation prevails with other businesses. We missed the industrial revolution completely and we are still not doing much to catch up. While we are indecisive and uncertain, the world of business is moving fast. The industrial Revolution has now been replaced with the Information Communication Technology Revolution. New technologies and new ways of doing business are being introduced which boggles the mind.

The speed of jet travel and instant communication has brought about a need for speed in business, in decision making, and in learning the new technologies and new business strategies. World business is now conducted twenty-four hours a day, irrespective of where the business is done. Failure to follow the trend or the development anywhere in the world can mean losses in millions and billions of USD.



Une initiative de l'Iqra-T-UI Musleemeen Muslim Society
Journée portes ouvertes de la santé à Vallée-Pitôt

Une journée portes ouvertes de la santé a été organisée par la société Iqra-T-UI Musleemeen Muslim Society le samedi 17 décembre dans le centre Eid Gah Qadri Razvi à Vallée-Pitôt dans le but de conscientiser les gens sur leur santé. L'événement a été organisé en collaboration avec d'autres organisations, tels que Diabetic Safeguard, le Heart Health Mauritius, et Keto Angels Ltd, entre autres.

Les membres du public ont pleinement profité des séances de consultation gratuites, des tests de dépistage, du taux de glycémie ou de la tension artérielle, entre autres. Il y a aussi eu des causeries sur les maladies cardiovasculaires ou sur une alimentation saine et équilibrée, entre autres sujets, ainsi que des démonstrations d'exercices physique, entre autres activités.

Le président de la société Iqra-T-UI Musleemeen Muslim Society, Javed Parthay, nous indique que cet événement a été organisé dans le but de promouvoir la santé « qui est primordiale dans la vie de tout individu ». Il a aussi ajouté que la société Iqra-T-UI Musleemeen Muslim Society compte organiser d'autres événements de ce genre dans d'autres endroits pour conscientiser la population sur leur santé.

OBITUARY

In memory of Muslim Domun

It has been one year since our Lord, Allah (swt), has called you in His heavenly abode, so abruptly.

Rest assured that you have been missed since, but we are all comforted knowing that Allah calls the best ones to be in His company.

You will be always remembered as someone who has constantly been good and helpful to everyone.

May Allah (swt) keep you always in His shade and grant you the best place in His Jannat ul Feerdoss.

From your wife, Sarah and children, Anjoom, Shaad and Rushdee

Bismillahsu

JAMIA AL ULOOM AL ISLAMIA

69 Cassis Road - Cassis
Tel: 2081729 - 2088372
Email: Jamia@Intnet.mu

AVISE LE PUBLIC MUSULMAN QUE LE BATIMENT SITUE A CASSIS ROAD SERA EN RENOVATION DURANT UNE LONGUE PERIODE A PARTIR DU 10 JANVIER 2023

IL N'Y AURA AUCUNE ACTIVITE JUSQU'A NOUVELLE ORDRE

04.12.22

G. M. M. AHMADE
.....
Secrétaire

Vishal-Sheykhar on 'Besharam Rang'



"It is an old-school melody paired with a modern beat, that is influenced by Afro beat"

The party track 'Besharam Rang' from Pathaan instantly became a rage after it was released earlier this week. In fact, the song has clocked 42 million views on YouTube in a span of just 3 days. Music composers Vishal Dadalani and Sheykh Ravjani, popularly known as Vishal-Sheykhar, are delighted with response the song has received. The song sees a sizzling Deepika Padukone performing energetic dance steps while Shah Rukh Khan mostly is seen admiring her beauty.

"The collaboration started with a foundation of a great friendship and

understanding. It is one of those rare working relationships that is driven by a huge amount of passion, love for music and an ability to instantly grasp what we are collectively trying to achieve musically. The reason for the success of our combination lies in the joy of the process of making music and this joy is palpable when the audience hears the song."

Also starring John Abraham and produced by Yash Raj Films, Pathaan will be released in cinemas on January 25, 2023.

Giorgia Andriani talk about her Christmas celebration plans



The jolly good Christmas month is here, and like everyone, actress Giorgia Andriani, who is far from her home, is also keen and excited to celebrate Christmas this year with all her dear ones. Giorgia discusses her Christmas plans while taking us on a trip down memory lane from her childhood and how she misses celebrating with her family.

Christmas is certainly that time of the year when one wishes to be around family and loved ones, and for Btown star Giorgia Andriani, it is no different.

While opening up about her Christmas plans, the actress says, *"I love Christmas, so I always go all out, the festive spirits, decorations, and freshly baked cookies, yum."* The actress also shared, *"It's so much fun shopping and buying gifts for everyone."* I am going to be in Mumbai this Christmas, so I am missing home." Talking about her New Year Plans, the actress says, *"I'm looking forward to spending my new year with family, friends, and my two munchkins Hugo and Dolce".*



Anil Kapoor twins in black with wife Sunita Kapoor, fans call them 'real couple goals'

Anil Kapoor shared pictures with his wife Sunita Kapoor. Both of them looked elegant as they twinned in black outfits. Many fans called them 'beautiful couple.' He shared a series of adorable pictures with her on Wednesday. Both of them twinned in black outfits and looked their best. Along with fans, who called them 'beautiful couple', their film producer- daughter Rhea Kapoor reacted to their pictures.

In the pictures, Anil and Sunita twinned in matching outfits. Anil opted for black kurta with floral prints on it and black pyjama. Sunita wore black suit with heavy borders. She accessorised her look with matching earrings and necklace. Her hands were decorated with henna. She also wore a watch in her hand. Both of them were all smiles in the pictures. In one of the pictures, Anil looked at his wife with a smile on his face. Sunita looked straight into the camera and held Anil's arm. In another picture, both of them smiled in an indoor setting. Anil also posted some of his solo pictures, where he struck candid poses.

Vivek Oberoi reveals he wanted to 'end things', was depressed

Vivek Oberoi recalled time when he had dark and negative thoughts and wanted to 'end things'. He said it was his family and wife who helped him and said it made him relate to late actor Sushant Singh Rajput.

Actor Vivek Oberoi recently revealed he was depressed and surrounded by dark and negative thoughts at a point in his career. He said it was his family who held him and also credited his wife Priyanka Alva for helping him. He said he related to the death of Sushant Singh Rajput who was found dead in his apartment.

Vivek Oberoi said he felt the pain as the industry can be a cruel place. He told Bollywood Bubble, *"This place can be cruel, brutal, trying to crush you."* He said it was the love of his family and fans which



helped him. *"The little prayers they make for me every now and then, that's what kept it together for me. I just lost it otherwise. I am just constantly so upset with the negativity around me and maybe that was the agenda. The agenda is sometimes to break you mentally. But I think Priyanka had a big role in creating a haven for me now,"* he added.



Le dernier look de tapis rouge de Salma Hayek est un moment de mode total de Cendrillon

Salma Hayek a eu son propre moment de Cendrillon moderne lors de la première de Le Chat Potté : Le Dernier Vœu le 13 décembre au Lincoln Center de New York. L'actrice a flotté sur le tapis rouge dans une robe de bal bleu glacial chatoyante d' Alexander McQueen . La robe éblouissante comportait une jupe ample légèrement plissée et un corsage bustier transparent, qui dégoulinait de cristaux, de perles et de paillettes et comprenait des mancherons transparents assortis. (Aucun mot si elle avait des pantoufles

de verre en dessous). Pour compléter le look princesse, Salma a ajouté une bague bleu pâle scintillante. Pour son glam, la star de Frida a porté ses tresses sombres, ondulées et séparées au centre et a travaillé un œil charbonneux et une lèvre rose foncé. Dans le nouveau film d'animation, dans les salles le 21 décembre, Salma exprime le personnage de Kitty Softpaws, un chat Tuxedo averti de la rue qui est l'homologue féminin et l'intérêt amoureux de Puss, face à Antonio Banderas .

Kim Kardashian partage une rare photo du fils de Kourtney, Mason Disick, devenu adulte

Kim Kardashian a partagé une photo de son neveu Mason en l'honneur de son 13e anniversaire - et en l'honneur du fait qu'il a grandi. "Le jour est venu où tu es plus grand que [sic] moi maintenant", a écrit Kim sur sa story Instagram du 14 décembre . "J'adore qui tu es et je suis tellement fier de toi Mason. Bienvenue dans ton adolescence. Joyeux anniversaire."

Kim a associé le doux message à une photo d'elle-même et de Mason debout dos à dos. Et oui, comme on le voit sur le cliché, Mason est un peu plus grand que le fondateur de SKIMS aux cheveux blonds.

Quant à la façon dont l'adolescent a célébré sa journée spéciale, le père Scott Disick – qui partage Mason, son fils Reign , 8 ans, et sa fille Penelope , 10 ans, avec l'ex Kourtney Kardashian – a donné aux fans un aperçu du dîner d'anniversaire de Mason en publiant une photo d'invités assis. à une table chez Nobu.

"Joyeux anniversaire 2 ma meilleure moitié", a écrit Scott dans son histoire IG du 14 décembre . "Je t'aime maçon."



Joe Alwyn et Paul Mescal révèlent le 3ème acteur dans leur conversation de groupe "Tortured Man"



sommes ? » Paul a demandé, et Joe a répondu : "C'est le Tortured Man Club , je pense. C'est moi, toi et Andrew Scott ont commencé le groupe."

Quant à savoir qui envoie le plus de SMS dans le chat, Paul a mis Andrew, plus connu pour Fleabag et Sherlock , au premier plan.

"Il est dessus tous les jours", a révélé Paul, qui sort avec Phoebe Bridgers . "Il est juste dessus tout seul."

Joe a ajouté : "Juste en s'envoyant un message bonjour."

Mis à part les discussions de groupe, les deux ont également parlé de leurs expériences avec l'anxiété au cours de la conversation franche. Joe a d'abord abordé le sujet, rappelant une conversation précédente qu'ils ont eue sur le sujet avant de demander à Paul comment il a navigué pour "sortir de l'anxiété afin de faire le travail".

Deux, c'est de la compagnie, et trois, c'est une foule, bien que Joe Alwyn , Paul Mescal et un autre acteur aient un nom différent pour leur trio.

Joe et Paul, qui ont chacun joué dans les adaptations télévisées de Sally Rooney , ont donné un aperçu de leur discussion de groupe exclusive lors d'une interview de Variety 's Actors on Actors le 15 décembre, ainsi que de l'identité du troisième membre de leur équipe.

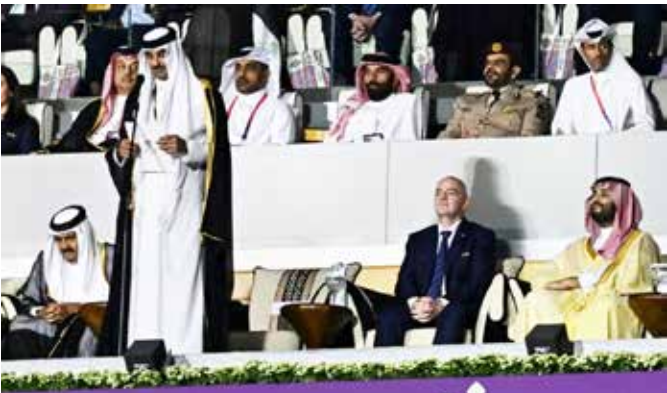
« Alors, quel est le nom du groupe WhatsApp dans lequel nous

Au Kadhafi Square mercredi soir : Quand le football fédère





Les images fortes du Mondial



Union arabe

Pour la première Coupe du monde dans le monde arabe, l'union est de rigueur.

Lors de la cérémonie d'ouverture, le prince héritier d'Arabie saoudite, Mohammed ben Salmane, est à l'honneur en tribune officielle. L'émir du Qatar, Tamim ben Hamad Al-Thani, a ensuite arboré une écharpe verte, couleur de la sélection saoudienne. Deux symboles forts alors que les deux pays n'ont repris leurs relations diplomatiques qu'en janvier 2021, après une brouille de trois ans.

Pionnière



Ce n'est pas le problème d'oreillette en fin de rencontre, au moment de valider le quatrième but allemand contre le Costa Rica (4-2), qui a gâché sa soirée: sans fausse note, Stéphanie Frappart est devenue la première femme à diriger un match d'une Coupe du monde masculine, à la fin de la phase de groupes.

La Française de 38 ans faisait partie des trois femmes retenues parmi les 36 arbitres de champ de ce Mondial, avec la Rwandaise Salima Mukansanga et la Japonaise Yoshimi Yamashita.



«Détruit psychologiquement»

«Je suis détruit psychologiquement. C'est sûrement la défaite qui m'a fait le plus de mal, qui m'a valu de rester paralysé pendant dix minutes après le match, après quoi j'ai fondu en larmes sans pouvoir m'arrêter». C'est ainsi que Neymar a raconté sur Instagram sa stupeur puis sa douleur après l'élimination face à la Croatie en quart de finale (0-0, 1-1, 4 t.a.b. à 2). A 30 ans, le maître à jouer du Brésil a laissé planer le doute sur son futur en sélection, disant avoir besoin de «réfléchir».



La cause palestinienne s'est aussi invitée dans les stades, de nombreux supporters et les joueurs du Maroc arborant le drapeau de la Palestine aux côtés de celui de leur pays.

Diplomatie

Les Etats-Unis battent l'Iran (1-0) pour se qualifier pour les huitièmes de finale. Malgré l'enjeu sportif et la tension diplomatique extrême entre les deux pays, tout est resté calme sur le terrain lors d'un match qui s'est terminé par quelques accolades.



Recueillis

Prosternés devant leur public après avoir battu l'Espagne en huitième de finale (0-0, 3 t.a.b. à 0), les Marocains ont livré un parcours remarquable et galvanisé le monde arabe.

Vainqueurs également de la Belgique (2-0) pendant la phase de groupes et du Portugal en quart (1-0), les hommes de Walid Regragui sont devenus la première équipe africaine et arabe à atteindre les demi-finales d'un Mondial, avant de voir leur rêve se briser sur la France, championne en titre (défaite 2-0)



Déclassé

Contrairement à Neymar, Cristiano Ronaldo ne s'est pas éternisé sur le terrain après la défaite contre le Maroc (1-0) en quart de finale. Dans la foulée du coup de sifflet final, il a fui la pelouse en larmes.

Triste fin à un Mondial amer: contre la Suisse en huitième (victoire 6-1) puis contre les Marocains, «CR7» (37 ans) a débuté sur le banc, signe qu'un le basculement de génération est en cours au sein de la Selecao. Il aura tout de même marqué l'histoire au Qatar, en devenant le premier joueur à inscrire au moins un but lors de cinq Coupes du monde différentes.



SUNDAY TIMES

20 B, rue Dr Eugène Laurent
Port-Louis

(à proximité de l'école primaire
du Couvent de Lorette)

Tel: 217 8880

Email: sundaytimes11@gmail.com
www.sundaytimesmauritius.com

Directeur :

Ehsan Mohamed Juman
Mob: 5 254 8880

Rédactrice en chef :

Zahirah Radha

Publicités
E-mail: sundaytimes11@gmail.com

Tarifs publicitaires

- Première page: Rs 200 cm/col (Couleur)
- Dernière page: Rs 150 cm/col (Couleur)
- Pages int: Rs 125 cm/col (Couleur)
- Pages int. Rs 100 cm/col (Noir et blanc)

Le Polonais Szymon Marciniak arbitrera la finale Argentine-France



La finale du Mondial-2022 entre l'Argentine et la France sera arbitrée dimanche par le Polonais Szymon Marciniak, a annoncé jeudi la Fifa.

Agé de 41 ans, Marciniak a déjà dirigé les deux équipes durant ce tournoi: lors de la victoire des Argentins en huitièmes de finale contre l'Australie (2-1) et, auparavant, celle de la France aux dépens du Danemark en phase de poules (2-1).

De nombreux protagonistes de cette finale ont déjà croisé la route de Szymon Marciniak, qui

officie régulièrement en Ligue des Champions.

L'arbitre polonais est apparu pour la première fois en C1 en 2012. Avant la coupe du monde au Qatar, il a déjà été au sifflet lors d'un match de la France, à l'occasion d'une victoire des Bleus en Suède (1-0) en 2020 dans le cadre de la Ligue des nations.

Dimanche, il sera assisté de ses compatriotes Pawel Sokolnicki et Tomasz Listkiewicz, un trio qui a déjà officié lors du Mondial-18 et de l'Euro-2016.



1,2 million de billets vendus

Le nombre de billets de match vendus pour le Mondial-2022 s'élève à 1,2 million après la deuxième phase de vente, une «demande record», selon les organisateurs, qui reconnaissent en parallèle la difficulté de lutter contre la hausse des prix des logements.

Au total, les organisateurs de la première Coupe du monde dans un pays arabe, du 21 novembre au 18 décembre, ont précisé avoir enregistré 40 millions de demandes de billets, 17 millions lors de la première phase de vente et 23 millions lors de la deuxième. Il y a en tout un peu plus de 3 millions de billets disponibles (2 millions à la vente et 1 million réservés à la Fifa et à ses partenaires) et plus d'1 million de visiteurs sont attendus dans un pays de 2,8 millions d'habitants.



Ce Maroc a un bel avenir !

Le parcours historique du Maroc, porte-drapeau de l'Afrique, s'est arrêté mercredi en demi-finale du Mondial-2022 contre la France (2-0), mais la jeune équipe bâtie par Walid Regragui et par 15 ans de travail à la formation a l'avenir devant elle.

«Ce n'est surtout pas un hasard», explique à l'AFP Nasser Larguet, un des pères du projet à long terme qui a mené les Lions de l'Atlas dans le dernier carré d'une Coupe du monde, première pour une sélection africaine, vécu non comme un aboutissement mais comme un point de départ. «L'héritage est là», ajoute le promoteur de l'Académie Mohamed VI, lancée en 2009, qui a

révolutionné le foot marocain. Également ancien directeur technique national (DTN), Larguet souligne qu'«un joueur par ligne» vient de cet ambitieux centre de formation portant le nom du souverain: «Youssef En-Nesyri, Azzedine Ounahi, Nayef Aguerd et Reda Tagnaouti, le troisième gardien».

Et l'équipe est encore jeune. Parmi les demi-finalistes au Qatar, seul le capitaine Romain Saïss (32 ans), dont la cuisse n'a tenu que 20 minutes, mercredi, et le gardien Yassine Bounou (31 ans) ont passé la trentaine. Tous les autres ont entre 22 ans, comme Ounahi, et 29 ans, comme Sofiane Boufal et Hakim Ziyech, les ailiers qui ont beaucoup permuté et mis Théo Hernandez sur le grill.

Portugal :

Fernando Santos quitte son poste de sélectionneur



Éliminé par le Maroc au stade des quarts de finale de la Coupe du monde 2022, le Portugal va entamer une nouvelle page de son histoire. Celle-ci débutera sans Fernando Santos, officiellement limogé.

«Ce n'est pas le moment de répondre à cela. Demain, nous rentrons à Lisbonne et, comme d'habitude, le président et moi parlerons ensemble pour voir ce qui est le mieux pour le Portugal». Voici ce que déclarait Fernando Santos, alors sélectionneur du Portugal, quelques minutes après l'élimination inattendue face au Maroc en quarts de finale du Mondial qatari. La réponse est officiellement tombée et les hautes sphères ont tranché : le mieux est donc de se séparer du technicien de 68 ans.

Le milieu de terrain espagnol Sergio Busquets a annoncé vendredi sa retraite internationale, après avoir participé avec la Roja au Mondial-2022 au Qatar, où il était l'ultime rescapé du sacre de 2010.

«J'aimerais annoncer qu'après quasiment 15 ans et 143 matches, est arrivé le moment de faire mes adieux à la sélection» espagnole, a écrit le joueur du FC Barcelone, 34 ans, sur les réseaux sociaux.

«Ca a été un honneur de représenter mon pays et de le mener au plus haut, être champion du monde et d'Europe, être capitaine et disputer autant de matches, avec plus ou moins de succès mais toujours en donnant tout et en apportant ma part

Sergio Busquets prend sa retraite internationale



pour que tout aille pour le mieux», a-t-il ajouté.

Busquets a rappelé qu'il avait toujours cherché à tout faire pour «que chacun sente combien il

est important, en aidant tout le monde et en luttant pour le même objectif, avec des expériences uniques, inoubliables et historiques».

L'emblématique milieu de terrain du Barça quitte la sélection en tant que troisième joueur le plus capé de l'histoire, derrière le défenseur Sergio Ramos (180 sélections) et le gardien Iker Casillas (167).

Busquets était le dernier représentant de l'équipe ayant remporté la Coupe du monde 2010 en Afrique du Sud, et faisait également partie de la sélection espagnole ayant remporté l'Euro-2012.

Il a donc disputé son dernier match avec la Roja le 6 décembre, lors du huitième de finale perdu contre le Maroc (0-0, 3 t.a.b. à 0), lors duquel il avait manqué son tir au but.



Le Real Madrid vise Garnacho

'Relevo' assure ce vendredi que le Real Madrid est très attentif à la situation d'Alejandro Garnacho, en fin de contrat avec Manchester United en juin 2023.

Le Real Madrid travaille d'arrache-pied en coulisses pour préparer son avenir sur le très

long terme. Selon plusieurs médias, les Madrilènes sont tout proches de boucler la signature d'Endrick, l'espoir brésilien que toute l'Europe s'arrache.

Endrick, qui ne rejoindra la capitale espagnole qu'en 2024 en raison de son âge (16 ans), pourrait ne pas être le seul renfort offensif du Real Madrid. 'Relevo' assure ce vendredi que la formation espagnole s'intéresse à Alejandro Garnacho, l'ailier de Manchester United.

En fin de contrat en juin 2023, le joueur âgé de 18 ans affole les pelouses de Premier League depuis quelques semaines. Manchester United, de son côté, espère bien garder son joyau en lui proposant un nouveau bail, avec une augmentation de salaire à la clé.

Cette même source précise que Garnacho verrait d'un très bon œil un transfert au Real Madrid, même si la concurrence à son poste sera féroce.



Erik ten Hag en pince pour Gonçalo Ramos

Gonçalo Ramos, le successeur de Ronaldo au Portugal et à Manchester United ? 'The Telegraph' rapporte qu'Erik ten Hag, l'entraîneur des Red Devils, apprécie beaucoup le profil du Portugais.

Manchester United veut recruter un atout offensif lors du prochain mercato d'hiver pour pallier le départ de Cristiano Ronaldo. Une information confirmée par Erik ten Hag en conférence de presse, bien qu'il n'ait pas voulu révéler le noms des cibles.

Selon 'The Telegraph', l'entraîneur des Red Devils a flashé sur Gonçalo Ramos, auteur d'un triplé contre la Suisse (6-1) lors des huitièmes de finale de la Coupe du monde 2022.

L'attaquant de 21 ans est sous contrat avec Benfica jusqu'en juin 2026 et dispose d'une clause libératoire de 120 millions d'euros. Un prix qui pourrait refroidir plusieurs clubs d'Europe.

Avec le club lisboète, Gonçalo Ramos a inscrit 17 buts cette saison, dont neuf buts en championnat.

En fin de contrat à Chelsea, N'Golo Kanté pourrait voguer vers de nouveaux horizons à la fin de la saison. Le journal 'Sport' assure que le FC Barcelone a fait du milieu français une priorité pour son entrejeu.

Arrivé à Chelsea en 2016 contre 36 millions d'euros en provenance de Leicester, N'Golo Kanté pourrait changer d'air dans les prochains mois. À moins de sept mois de la fin de son contrat, le milieu de terrain n'a toujours pas trouvé d'accord avec la nouvelle direction des Bleus pour étendre leur collaboration au-delà du 30 juin 2023, et un départ semble donc envisageable.

Selon les dernières informations de 'Sport', le FC Barcelone est très

intéressé par la signature de Kanté et se prépare à avancer ses pions dès le mois de janvier, afin d'éviter qu'un autre club le devance sur ce dossier.

Le quotidien catalan assure que le n°7 de Chelsea aimerait jouer en Espagne. Bien qu'il reçoive d'autres offres, il donnerait la priorité à la formation catalane. Pour rejoindre Barcelone, Kanté devra toutefois faire un effort financier, puisque le club espagnol ne sera pas en mesure de lui offrir le même salaire qu'il touche actuellement à Londres.

À noter que N'Golo Kanté est absent de la Coupe du monde au Qatar avec la France en raison d'une blessure aux ischio-jambiers.

N'Golo Kanté se rapproche du Barça



**Mondial-2022**

Finale Argentine - France, à qui la troisième étoile ?

Dimanche 18 novembre, le stade de Lusail accueillera la finale de la Coupe du monde de football : la France d'Antoine Griezmann contre l'Argentine de Lionel Messi. Duel au sommet.

Après un mois de tournoi, il n'en reste plus que deux. La France et l'Argentine s'affronteront dimanche 18 décembre pour une Coupe du monde et le droit de coudre une troisième étoile de champion sur le maillot national.

Une finale qui aura d'ailleurs des airs de revanche pour l'Albiceleste, qui compte bien faire payer aux Bleus son élimination en huitième de finale en 2018. Mais les Bleus, revenus de blessures en cascade, ne comptent pas s'arrêter là.

L'Argentine veut offrir à Messi le trophée qui lui manque

Plus qu'une seule marche pour que les hommes de Lionel Scaloni gagnent la troisième Coupe du monde de leur histoire. Comme tout au long de la compétition, l'Albiceleste sera emmenée par son maître à jouer : Lionel Messi. Le septuple Ballon d'Or, meilleur buteur du tournoi à égalité avec Kylian Mbappé veut, à 35 ans, aller chercher le seul trophée majeur qui lui manque. Outre ses buts, l'ancien attaquant du Barça s'est illustré par trois passes décisives et des dribbles dont il a le secret.

